

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 26/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORTEC INDUSTRIE**

550 rue Pierre Berthier - ZI Les Milles - Parc de Pichaury  
BP 348000  
13100 Aix-en-Provence

Références : D-0049-MRT-2024  
Code AIOT : 0006401732

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement ORTEC INDUSTRIE implanté ZONE INDUSTRIELLE VAINÉ 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 27/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORTEC INDUSTRIE
- ZONE INDUSTRIELLE VAINÉ 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006401732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ORTEC INDUSTRIE, exploité sous le nom VALORTEC BERRE, est localisé sur la commune de Berre-l'Étang au niveau de la zone industrielle de Vaïne.

Il s'agit d'un site précédemment exploité par la société ECO RECYCLING SYSTEMS pour lequel le changement d'exploitant a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire (APC n°122-2019 PC du 10 mai 2019).

Les installations autorisées sont décrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2002 :

- traitement des boues,
- traitement des terres polluées (activité non démarrée à ce jour),
- régénération des hydrocarbures et solvants,
- stockage de « produits sortants » inflammables,
- installations annexes.

Les activités du site relèvent du champ d'application de l'arrêté du 17 décembre 2019 pour la rubrique principale suivante au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 3510 : traitement de déchets dangereux (Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes), hors installations de lagunage.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement des dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures technologies disponibles (MTD) applicables aux installations de traitement de déchets (BREF WT), notamment en ce qui concerne la surveillance des effluents aqueux et gazeux, et respect des engagements pris dans le cadre du dossier de réexamen (version 2021)
- PFAS
- Rejets atmosphériques - chaudière
- Garanties financières

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	AS rejets aqueux eaux de procédés Paramètres suivis	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.5 III	Sans objet
3	AS rejets aqueux eaux de procédés Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.5 III	Sans objet
4	AS rejets aqueux eaux de procédés Valeurs limites d'émission (VLE)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.5 III	Sans objet
9	Surveillance des rejets atmosphériques – chaudière	AP du 07/05/2002, Article 51	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Inventaire	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 III.	Sans objet
5	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 2	Sans objet
6	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 3	Sans objet
7	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4.II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Inventaire des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2.III	Sans objet
10	Garanties financières	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R.516-2 V	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan de surveillance des rejets aqueux ne respecte pas, dans sa version actuelle, les prescriptions fixées par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, notamment les installations de traitement des déchets liquides aqueux, cf annexe 3.5 III.

**Il est demandé à l'exploitant de justifier dans un délai d'un mois de sa conformité par rapport aux exigences réglementaires.**

Sur la base des valeurs limites d'émission (VLE) prescrites par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susmentionné, applicables depuis août 2022, le bilan de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant fait apparaître des dépassements réguliers des VLE en concentration pour les paramètres MES, DCO, phénol, hydrocarbures et AOX. A ce titre, l'exploitant a redéposé au Préfet un dossier de demande de dérogation en avril 2023. Un facteur correctif peut être appliqué aux VLE lorsque les effluents sont dirigés vers une station de traitement avant rejet au milieu naturel. A ce titre, afin de juger de l'opportunité de cette demande, il a été demandé à l'exploitant de préciser les taux d'abattement réels de la STEP de LyondellBasell pour les paramètres concernés (campagne de mesure en décembre 2023).

**Il est demandé à l'exploitant de justifier dans un délai d'un mois de sa conformité par rapport aux exigences réglementaires.**

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Inventaire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 III.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des émissions aqueuses
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - Inventaire L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;

2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;
- c) Les données relatives à la biodégradabilité ;

3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
- c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
- d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel du 28/11/2023 un plan du process détaillé du site identifiant :

- les procédés de traitement des déchets réceptionnés (solides ou liquides en vrac essentiellement);
- l'origine des émissions aqueuses et le point de prélèvement (interne au site).

Les activités principalement exercées sur le site à l'heure actuelle sont:

- l'atelier de traitement des effluents souillés (Hydrocarbures, solvants) par évapoconcentration (55 kT/an); à l'issu de ce processus de traitement, les déchets sont séparés en deux phases: le concentrât et le distillat. Le distillat est envoyé vers l'atelier de traitement des eaux biologiques et ensuite vers la station d'épuration collective (STEP) de LyondellBasell et le concentrât est envoyé en incinération
- l'atelier de traitement des eaux biologiques: ce traitement permet de séparer les déchets en deux phases par coagulation/décantation/oxygénation. La phase inférieure est constituée des polluants précipités et est pompée périodiquement lors du nettoyage des tanks de décantation. La phase supérieure, envoyée après analyse, vers la STEP de LyondellBasell. Les effluents font l'objet d'un suivi périodique : suivi quotidien interne, contrôles mensuels par l'organisme agréé AGROLAB et contrôles aléatoires de Lyondell. Le point de prélèvement s'effectue au niveau de la pompe d'injection sur le site de Valortec.
- la régénération de l'acide sulfurique qui bénéficie d'une sortie de statut de déchet (rubrique 3510, activité démarrée en 2022) : traitement par oxydo-réduction (UV). Procédé ne générant pas d'effluents aqueux, ni atmosphériques (3 kT/an);
- le traitement des boues (déchets solides): redémarrage de l'activité de préparation de charge et fabrication de CSR à destination des incinérateurs, cimentiers. Transit et stockage des boues en alvéoles, repartent du site vers une filière CSR (incinération, cimentiers, ...).

Redémarrage suite à la reprise du site de l'activité de décantation des eaux souillées, des émulsions et des eaux résiduelles.

L'activité de traitement des terres polluées n'a pas redémarrée (en phase d'étude).

Au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets applicables au site, l'exploitant a indiqué dans son dossier de réexamen IED que ses activités relèvent de l'annexe 3.5 de l'arrêté ministériel susvisé (traitement de déchets liquides aqueux)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : AS rejets aqueux eaux de procédés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.5 III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Paramètres suivis
<b>Prescription contrôlée :</b> Cf. III – tableau effluents aqueux : Demande chimique en oxygène (DCO) / Matières en suspension totales (MEST) / Azote total (N total) / Phosphore total (P total) / Indice phénol / Indice hydrocarbure / Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) / Chrome hexavalent ((Cr VI)) / Mercure (Hg) / Composés organiques adsorbables (AOX) / Cyanure libre (CN-) / Benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (BTEx) / Manganèse (Mn)
<b>Constats :</b> Vérifié en séance, l'exploitant assure un suivi de tous les paramètres visés à l'annexe 3.5 III - Effluents aqueux de l'arrêté ministériel du 27/12/2019 susvisé. Toutefois, le plan de surveillance transmis par l'exploitant par courriel du 28/11/2023 ne fait pas mention des paramètres suivants prescrits à l'annexe 3.5 III de l'arrêté ministériel susvisé: <ul style="list-style-type: none"><li>- Carbone organique total (COT total),</li><li>- Phosphore total (P total),</li><li>- Arsenic (As), cadmium (Cd),</li><li>- Composés organiques adsorbables (AOX).</li></ul>
<b>Observations :</b> <b>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour, sous 1 mois, son plan de surveillance par rapport aux paramètres listés à l'annexe 3.5 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé.</b> <b>Par ailleurs, l'exploitant justifiera dans le même délai, de la norme retenue par l'organisme agréé AGROLAB pour l'analyse du paramètre Chrome hexavalent (Cr(VI)) (norme EPA 218.6 / EPA 7199) au regard des normes de référence NF EN ISO 10304-3/NF EN ISO 23913 prescrites à l'annexe 2 IV – surveillance des effluents aqueux de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 3 : AS rejets aqueux eaux de procédés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.5 III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Annexe 3.5 III – installations de traitement déchets liquides aqueux : <ul style="list-style-type: none"><li>- fréquence de surveillance journalière</li></ul> Iota (3) (11): lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral
<b>Constats :</b> VALORTEC fait réaliser <u>mensuellement</u> par un organisme agréé un prélèvement de ses rejets aqueux avant acheminement à la STEP LyondellBasell. Pour autant la fréquence de suivi prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/05/2002 est <u>hebdomadaire</u> (cf. article 43 - Surveillance des rejets). L'annexe 3.5 III de l'arrêté ministériel impose une <u>fréquence journalière</u> pour l'ensemble des paramètres hormis pour le benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (BTEx) (fréquence mensuelle). Cette annexe mentionne également que lorsque "l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral". Dans son dossier de réexamen d'avril 2021, l'exploitant propose une <u>fréquence mensuelle</u> pour l'ensemble des paramètres.

L'exploitant n'a pas été en mesure, le jour de la visite, de justifier les fréquences de surveillance telles que proposées dans son dossier de réexamen (version 2021). L'exploitant doit justifier de sa demande d'adaptation par rapport aux fréquences de surveillance prescrites par l'arrêté ministériel du 17/12/2019 susvisé.
<b>Observations :</b> <b>L'exploitant transmettra <u>sous 1 mois</u> un courrier au Préfet afin de justifier, pour l'ensemble des paramètres visés à l'annexe 3.5 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé, les fréquences retenues dans le cadre de son plan de surveillance. Ces fréquences devront notamment être définies selon le besoin ou non de déroger aux VLE de l'arrêté ministériel susvisé (point de contrôle suivant) et selon la variabilité des effluents transférés vers la STEP.</b> <b>L'exploitant se conforme à son arrêté préfectoral (fréquence hebdomadaire d'autosurveillance des rejets aqueux), jusqu'à ce qu'il soit statué sur sa demande d'adaptation des fréquences prévues à l'arrêté ministériel susvisé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 4 : AS rejets aqueux eaux de procédés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.5 III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission (VLE)
<b>Prescription contrôlée :</b> Annexe 3.5 III – installations de traitement déchets liquides aqueux : cf tableau effluents aqueux
<b>Constats :</b> <p>Dans son dossier de réexamen (version avril 2021), l'exploitant se positionne sur les niveaux d'émission associés aux MTD (NEA-MTD) applicables aux installations de traitement de déchets liquides aqueux (cf 3.5 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019) en prenant comme hypothèse un taux d'abattement théorique de 80% de la STEP de LyondellBasell.</p> <p>Ainsi, l'exploitant conclut que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les paramètres DCO et MES, les concentrations mesurées dans le cadre de l'auto surveillance sont supérieures aux valeurs limites MTD (corrigées avec le taux d'abattement de la STEP)</li> <li>- Pour l'indice hydrocarbure et l'indice phénol, les taux d'abattement spécifiques ne sont pas connus, les concentrations mesurées dans le cadre de l'auto surveillance seraient supérieures aux valeurs limites MTD en prenant comme hypothèse d'un taux d'abattement identique que pour les paramètres DCO et MES.</li> </ul> <p>En effet, les résultats mensuels d'autosurveillance transmis par l'exploitant par courriel du 28/11/2023 pour la période 01/2022-10/2023 montrent des dépassements réguliers en concentration pour les paramètres MES, DCO, Indice phénol, Hydrocarbures et AOX supérieurs au double des VLE prescrites à l'annexe 3.5 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 susvisé (cf. <i>rapports VALORTEC BERRE - 2022 01 - 2023 10</i>). D'autres dépassements sont à noter dans les analyses échantillonnées pour les mois de mai 2023 (Rapport du 14/06/2023) et de septembre 2023 (Rapport du 16/10/2023) : pour le phosphore total ( 87 mg/l au lieu de 3 mg/l en mai 2023 et 46 mg/l au lieu de 3 mg/l en septembre 2023), pour l'azote total ( 172 mg/l au lieu de 60 mg/l en mai 2023).</p> <p>L'exploitant a donc redéposé un dossier complété de demande de dérogation (version du 17/04/2023) concernant les paramètres DCO, MES, Indice phénol, Hydrocarbures et AOX. Les taux d'abattement réels indiqués par l'exploitant dans son dossier de demande de dérogation n'ont pas été correctement calculés (cf. <i>courriel DREAL du 13/10/2023</i>). De plus, certains paramètres qui font l'objet d'une demande de dérogation ne sont pas suivis par la STEP de</p>

<p>LyondellBasell. Par conséquent, il a été demandé à l'exploitant par courriel du 17/11/2023 de réaliser une campagne de mesures des effluents en entrée et sortie de la station de Lyondell (en fonction des données disponibles en sortie de la station Lyondell) afin de déterminer les taux d'abattement. La durée de la campagne doit être représentative de l'activité annuelle.</p> <p>L'exploitant a répondu par courriel du 22/12/2023 que les analyses avaient été lancées début décembre avec Lyondell et que la première période d'analyses était de 4 semaines. En cas d'instabilité des résultats, l'exploitant a indiqué qu'une deuxième période d'analyse de 4 semaines serait réalisée.</p>
<p><b>Observations :</b>  <b>Dans un délai d'1 mois, l'exploitant transmettra un courrier au Préfet justifiant le respect des valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 3.5 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé. A cet effet, l'exploitant devra mettre à jour son dossier de réexamen en justifiant les taux d'abattement réels pour l'ensemble des paramètres visés à l'annexe 3.5 III de l'arrêté ministériel susvisé et le cas échéant son dossier de demande de dérogation pour les paramètres concernés.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

#### N° 5 : PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b>  Pour dresser son inventaire (en cours), l'exploitant a entrepris les actions suivantes :  - recherche de PFAS dans l'eau industrielle alimentant le site (analyses en cours) ;  - modification de la fiche d'identification du déchet (FID) en ajoutant la case "présence ou non de PFAS" à destination des producteurs de déchets.  L'exploitant ne dispose pas d'émulseur sur son site car ce dernier a contractualisé avec son voisin Lyondell une convention incendie (Lyondell fournit les moyens incendie à VALORTEC).</p>
<p><b>Observations :</b>  <b>L'exploitant tient à jour l'inventaire des substances PFAS utilisées (y compris les réactifs utilisés pour les traitements), produites, traitées ou rejetées par son installation ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne d'identification et d'analyse des substances</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une</p>



<p>manière plus générale. Cette campagne porte sur:</p> <p>1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;</p> <p>2° L'analyse de chacune des substances suivantes:</p> <p>(cf tableau)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sont concernés les 2 points de rejet suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- point de rejet « eaux procédés » (phase supérieure issue de l'atelier de traitement des eaux biologiques) : pré-traitement interne (déshuileur et décanteur) puis envoi par canalisation vers la STEP de LyondellBasell;</li> <li>- point de rejet "eaux pluviales susceptibles d'être polluées" issues des zones dites « rouges » (aires étanches des unités de traitement, rétentions des stockages et zones de dépotage). Envoi à la STEP de LyondellBasell après passage d'un bassin de décantation et d'un bassin de lissage.</li> </ul> <p>L'exploitant a planifié la réalisation de ces campagnes en novembre, décembre, janvier 2023/2024 par le laboratoire CERECO, cf. bon de commande référencé N°2517002969 Rév.0 du 27/10/2023) (Bassin Eaux pluviales).</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b><u>Dans un délai d'1 mois, l'exploitant transmettra le bon de commande pour le bassin des eaux de process.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Durée campagne</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants: cf tableau.</p> <p>Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour le site de Berre, l'échéance fixée par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 pour la réalisation du 1er prélèvement est au 27/03/2024. L'exploitant a planifié ces campagnes courant de novembre à janvier 2024. Sont concernées les eaux pluviales et les eaux de process, cf point de contrôle précédent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Inventaire des effluents gazeux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2.III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions canalisées et diffuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;</li> <li>b. Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes</li> </ul>

(en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; c. L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; d. La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.
<b>Constats :</b> Il n'y a plus d'oxydateur thermique sur le site. Le remplacement des évapo-concentrateurs par des unités sous vide permet de recondenser l'ensemble des vapeurs et évite de recourir à un oxydateur thermique comme précédemment. La chaudière de 17 MW a redémarré en 2021. Celle-ci permet la production de vapeur pour le process. La principale source potentielle d'émissions diffuses est aujourd'hui constituée par les événements des cuves pouvant stocker des liquides inflammables et solvants. Les émissions de ces événements sont collectées et traitées par un filtre de charbon actif.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Surveillance des rejets atmosphériques – chaudière

<b>Référence réglementaire :</b> AP du 07/05/2002, Article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) L'exploitant fait réaliser, au moins une fois par an, une mesure à l'émission sur chaque cheminée, par un organisme agréé, et portant au moins sur les paramètres définis aux articles 49 et 50 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> La chaudière a redémarré en 2021. L'Inspection n'a pas eu connaissance le jour de la visite des derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière.
<b>Observations :</b> <u>Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmettra les résultats des 3 derniers contrôles annuels des rejets atmosphériques de la chaudière réalisés par l'organisme agréé.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2022, article R.516-2 V.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Renouvellement garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance. Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité de l'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation. En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.
<b>Constats :</b>

L'attestation des garanties financières produite au titre du 5° de l'article R.516-1 arrive à échéance le 10/03/2024.

Toutefois, en application de l'article 14 de la LOI n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, le renouvellement et l'actualisation des garanties financières ne sont plus exigibles pour le site de Berre (suppression des garanties financières pour les ICPE sauf pour les sites SEVESO, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) et carrières).

**Type de suites proposées :** Sans suite